

LAKSACI PRÉSENTE LA CONJONCTURE DES 9 PREMIERS MOIS DE 2015

Des chiffres qui font peur

Les réserves de change ont enregistré une forte érosion durant les 9 premiers mois de 2015, passant à 152 milliards de dollars en septembre dernier, indiquait hier le gouverneur de la Banque d'Algérie qui évoque également la contraction significative de la liquidité bancaire et des disponibilités du Fonds de régulation des recettes. Les banques sont appelées à se refinancer auprès de la Banque centrale et développer le marché monétaire interbancaire, Mohamed Laksaci évoquant la possibilité de la couverture des risques de change.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le choc externe, la baisse accentuée des prix du pétrole, a été «violent» et a bien pesé sur l'économie nationale en 2015, au moins durant les neuf premiers mois de cette année, constatait hier le gouverneur de la Banque d'Algérie. S'adressant devant des représentants de l'establishment bancaire et financier national, Mohamed Laksaci a ainsi relevé une contraction de 45% (-21,07 milliards de dollars) des exportations d'hydrocarbures, évaluées à fin septembre 2015 à 25,79 milliards de dollars contre 46,86 milliards de dollars une année auparavant. En effet, les quantités exportées se sont contractées de 3,09% au cours des neuf premiers mois de 2015 comparativement à la même période de 2014, tandis que le prix moyen du pétrole est passé à 55,76 dollars le baril contre 106,65 dollars le baril pour la même période de 2014.

Déficits commercial et de la balance des paiements

Mohamed Laksaci citera également le recul de 11,78% (-5,30 milliards de dollars) des importations de biens, (39,7 milliards de dollars à fin septembre 2015 contre 45 milliards à fin septembre 2014), dans le contexte de l'impulsion de mesures de containment (resserrement des exigences en matière de normes, lancement attendu des licences d'importation, intervention accentuée de l'autorité bancaire). Ce qui s'est traduit pour le solde de la balance commerciale par un déficit de 12,82 milliards de dollars à fin septembre 2015 contre un excédent de 2,93 milliards de dollars à fin septembre 2014. Une situation déficitaire dont pâtit également le solde global de la balance des paiements, avec un écart de 20,82 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2015 contre un déficit de seulement 3,02 milliards durant la même période de l'année passée.

Érosions fortes des réserves de change et du FRR

Un déficit «record» conjugué à l'effet de valorisation négatif, qui a fait que les réserves officielles de change

(hors or) se sont fortement contractées durant cette période.

Selon Mohamed Laksaci, les réserves se sont établies à 152,70 milliards de dollars à fin septembre 2015 contre 159,03 milliards de dollars à fin juin 2015 et 178,94 milliards de dollars à fin décembre 2014. Soit une contraction entre la fin septembre 2014 et la fin septembre 2015 de 32,57 milliards de dollars, relèvera le gouverneur de la Banque centrale, évoquant ainsi un affaiblissement certain de la position extérieure du pays, outre la diminution de la durée de couverture des importations.

Mais ce sont également les finances publiques qui subissent l'impact négatif du choc externe, le déficit budgétaire se creusant et les disponibilités du Fonds de régulation des recettes (FRR) se poursuivant.

En effet, «le creusement du déficit global du Trésor et l'érosion du FRR se sont accentués durant les trois premiers trimestres de 2015, en contexte de faiblesse des revenus de la fiscalité pétrolière liée à la faiblesse persistante des prix du pétrole et de dépenses budgétaires toujours élevées», relève-t-on.

En ce sens, Mohamed Laksaci indique que les recettes de la fiscalité pétrolière ont atteint 1834,14 milliards de dinars à fin septembre 2015 (1 243,08 milliards de dinars à fin juin 2015) contre 2603,40 milliards de dinars au cours de la même période de 2014 (1 870 milliards de dinars au premier semestre 2014). Corrélativement, le solde global des opérations du Trésor s'est détérioré davantage pour atteindre un déficit de 1653,6 milliards de dinars (1 157,5 milliards de dinars à fin juin 2015) contre un niveau de seulement 789,6 milliards de dinars au cours des neuf premiers mois de l'année passée.

En conséquence, «le stock d'épargne financières du Trésor a chuté à 2 913,3 milliards de dinars à fin septembre 2015 (3 521 milliards de dinars à fin juin 2015).

Au total, les ressources du Trésor (y compris celles du FRR) ont subi une érosion drastique de l'ordre de 1 972,8 milliards de dinars entre fin septembre 2014 et fin septembre 2015, soit «une réduction



Laksaci laisse entendre que la dépréciation de la monnaie nationale se poursuivra encore.

tion de 40,4 en l'espace de douze mois seulement, après plusieurs années d'efforts soutenus d'épargne budgétaire».

La liquidité bancaire s'amenuise

Mais dans le contexte où la tendance baissière des cours du pétrole devrait se poursuivre encore, la nécessité d'œuvrer davantage en matière de consolidation budgétaire s'impose selon le gouverneur de la Banque d'Algérie.

Par ailleurs, Mohamed Laksaci qui constate la progression de 13,35% des crédits à l'économie durant les neuf premiers mois de 2015, «un rythme d'expansion (qui) ne semble pas être soutenable», relève néanmoins et la forte baisse des dépôts à vue au niveau des banques (-11,96%) avec une contraction plus prononcée des dépôts du secteur des hydrocarbures (-39,10%), et la «détérioration» de la liquidité bancaire.

A fin septembre 2015, la liquidité globale des banques s'est établie à 1828 milliards de dinars (2 104,96 milliards de dinars à fin juin 2015) contre 2 730,88 milliards de dinars à fin décembre 2014, certaines banques étant davantage contraintes que d'autres.

Considérant notamment que les banques doivent œuvrer à concrétiser «l'objectif stratégique» qu'est la réduction de la circulation de la monnaie fiduciaire (29,9% de la masse monétaire globale M2), outre le fait qu'elles font l'objet d'un processus d'évaluation, sur la base d'audits et de «stress tests» de leur «résilience», le gouverneur de la Banque centrale les incitera ainsi à jouer un rôle plus proactif.

Ce que Laksaci recommande aux banques

Il s'agira pour les banques, Mohamed Laksaci considérant qu'elles auront un rôle crucial dans le contexte actuel, d'agir pour mieux mobiliser l'épargne des ménages, stimuler l'octroi de crédits sains et porteurs, soutenir l'investissement productif, les petites, moyennes et très petites entreprises et s'impliquer dans «le chemin de financement de la croissance hors hydrocarbures. Mais aussi d'accroître leurs ressources en recourant notamment au refinancement auprès de la Banque d'Algérie, après plus d'une décennie d'excès de l'épargne sur l'investissement. De fait, le gouverneur invite les établissements bancaires à revenir au refinancement, notamment via le réescompte, à partir du premier trimestre courant, voire dès le mois prochain. Ce qui contribuera», observera-t-il aux banques de pouvoir emprunter de manière optimale et sur la base d'effets «de qualité et éligibles» et, ainsi, de développer le marché monétaire interbancaire.

La couverture des risques de change est possible

Dans ce contexte, Mohamed Laksaci qui évoquera l'engagement de la Banque d'Algérie à développer l'injection de fonds dans l'économie citera «la promotion de la couverture à terme par les banques de la place au profit des opérateurs économiques. Il s'agit ainsi et dès les prochains mois d'assurer une couverture efficiente des risques, des pertes de change dont pâtissent les acteurs économiques, en raison des fluctuations de la

valeur du dinar. Ce faisant, le gouverneur de la Banque d'Algérie qui notait pour les neuf premiers mois de 2015 une dépréciation de 19,57% du dinar par rapport au dollar et une dépréciation de 2,16% du dinar par rapport à l'euro, le taux de change effectif réel de la monnaie nationale restant toutefois apprécié par rapport à son niveau d'équilibre de moyen terme, assure que l'autorité monétaire poursuivra sa politique actuelle en vue d'améliorer la compétitivité et la stabilité macroéconomique. En d'autres termes, Mohamed Laksaci laisse entendre que la dépréciation de la monnaie nationale, sur la base de «la relative flexibilité du cours du dinar», se poursuivra encore.

Hausse record de l'inflation

D'autre part, le gouverneur de la Banque d'Algérie indique que la tendance inflationniste se poursuit, le niveau de l'inflation annuelle moyenne atteignant 5,3% en septembre 2015. Excluant les biens agricoles frais, l'inflation structurelle est également croissante, atteignant 4,2% en moyenne annuelle à septembre 2015. Dans la mesure où le problème de l'offre ne se pose pas, la masse monétaire croît à un niveau «historiquement» très bas (0,81%) et que les cours mondiaux des produits de base importés ont été baissiers, l'ampleur de l'inflation en 2015 pourrait peut-être s'expliquer par «les dysfonctionnements du marché et notamment celui des produits agricoles frais, caractérisés par une traçabilité limitée des transactions et une faible régulation».

C. B.